

IRIS (Institut de recherche et d'informations socio-économiques). *Dépossession : une histoire économique du Québec contemporain*, t. 1 : *Les ressources*, Montréal, Lux éditeur, 2015, 324 p.

Éric Bédard

Volume 17, numéro 1-2, automne 2016, printemps 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1050787ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1050787ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bédard, É. (2016). Compte rendu de [IRIS (Institut de recherche et d'informations socio-économiques). *Dépossession : une histoire économique du Québec contemporain*, t. 1 : *Les ressources*, Montréal, Lux éditeur, 2015, 324 p.] *Mens*, 17(1-2), 149–152. <https://doi.org/10.7202/1050787ar>

Comptes rendus

IRIS (Institut de recherche et d'informations socio-économiques). *Dépossession : une histoire économique du Québec contemporain*, t. 1 : *Les ressources*, Montréal, Lux éditeur, 2015, 324 p.

Institut de recherche engagé, ouvertement « progressiste », l'IRIS intervient régulièrement dans le débat public sur une gamme étendue de questions sociales et économiques. Jusqu'ici, ses interventions prenaient généralement la forme de notes de recherche, très ciblées, qu'on peut toujours télécharger facilement à partir de son site Web. Avec le premier tome de *Dépossession*, l'IRIS propose une étude d'envergure, beaucoup plus ambitieuse, et offre une riche mise à jour de l'histoire économique du Québec contemporain. Les cinq chapitres de cet ouvrage, rédigés par de jeunes spécialistes, sont respectivement consacrés à l'agriculture, à la forêt, aux mines, à l'énergie et à l'eau. Dans chaque cas, les auteurs offrent des données chiffrées, expliquent l'évolution des politiques publiques, situent le développement de ces ressources québécoises dans un contexte géopolitique et économique beaucoup plus large. Si la perspective est parfois analytique, elle est surtout synthétique, ce qui rend l'ouvrage très accessible aux non-spécialistes. Pour celles et ceux qui offrent des cours de premier cycle sur le Québec contemporain en histoire, en science politique ou en sociologie, *Dépossession* risque de devenir un livre de référence, un outil indispensable.

L'ouvrage est cependant bien plus qu'un manuel. Le livre propose une thèse forte, celle d'une « dépossession » de nos ressources naturelles. Cette thèse prend évidemment le contrepied du récit épique d'une Révolution tranquille qui aurait permis aux Québécois de reconquérir leur territoire, au cours des années et des décennies qui suivront le célèbre « Maître chez » de 1962. Cette glorieuse Révolution tranquille est célébrée de plusieurs façons : une gauche syndicale

y voit la conversion de la classe politique aux bienfaits de l'État-providence; une gauche contre-culturelle ou féministe insiste sur l'éclatement des institutions traditionnelles, la fin du patriarcat, l'éclipse de l'autorité et de la tradition; les nationalistes célèbrent la fin d'un certain colonialisme économique et politique, la victoire d'un peuple contre d'anciens trusts dominés par une minorité de possédants. Ce sont ces derniers que les chercheurs de l'IRIS ont dans leur ligne de mire. Mais leur perspective n'est évidemment pas celle des libertariens, qui souhaitent démanteler l'État québécois dans le but d'accélérer la dissolution d'institutions de solidarité dans un grand magma mondialisé. Pour les chercheurs de l'IRIS, il s'agit avant tout de proposer un diagnostic juste et lucide en vue d'une reprise en main, d'une vraie reconquête politique des ressources québécoises.

Car ne nous y trompons pas, le récit nationaliste de la Révolution tranquille, qui occupe toujours une place centrale dans la mémoire collective, se fonde d'abord sur une reconquête des ressources naturelles. Or l'équipe de l'IRIS montre, de manière convaincante, que la réalité est loin de correspondre aux beaux discours tenus par les politiciens ou les idéologues. En agriculture, montre Lyne Nantel, la spécialisation à outrance, l'adhésion aveugle au modèle productiviste, la standardisation de l'exploitation et des produits, la logique d'adaptation au marché, malgré une gestion serrée de l'offre (elle-même remise en question), l'endettement des agriculteurs qui empêche toute une relève de prendre le flambeau, et j'ajouterais la vente de Provigo à Loblaw's en 1998, minent ce secteur névralgique. La forêt québécoise ne se porte guère mieux, l'État se montrant hésitant, laxiste, et les décideurs politiques laissant les grandes compagnies forestières fixer les règles du jeu. Les politiques relatives aux concessions, aux redevances et au reboisement, explique Pierre Dubois, ont été dans l'ensemble timides. Au cours des années, une stratégie de développement plus rationnelle, soutenue par la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR) – l'un des fleurons de la Révolution tranquille – a été progressivement abandonnée au profit du secteur privé (en 1990, REXFOR était

présent dans 27 municipalités et soutenait les emplois de 1266 personnes). Dans son chapitre sur les mines, Laura Handal Caravantes fait état de redevances trop faibles, qui rappellent une époque ancienne; elle fait aussi état de décisions prises derrière des portes closes et d'une collusion troublante entre le secteur privé et les décideurs politiques. Elle montre que, le plus souvent, seul l'État prend les risques (sous prétexte de protéger ou de créer de l'emploi), mais qu'il refuse d'imposer, comme en 1910 dans le secteur du bois de pâte, la transformation des ressources sur notre territoire. S'agissant de l'électricité, Eve-Lyne Couturier et Bertrand Schepper-Valiquette critiquent la gestion d'Hydro-Québec qui, par toutes sortes de moyens, tente de court-circuiter ou de contourner les décisions et avis de la Régie de l'énergie ou du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Fait encore plus troublant, ils montrent comment des anciens de la Société québécoise d'initiative pétrolière (SOQUIP) – autre institution de la Révolution tranquille qui a été dépecée – ont transité vers des entreprises privées comme Junex, Petrolia et Gastem, et cherchent à mettre la main sur des ressources pétrolière et gazière du domaine public.

La thèse de la dépossession est forte, originale, bien documentée, convaincante mais très dérangeante, car elle bouscule le grand récit dans lequel nous nous berçons depuis longtemps. À qui la faute? Aux technocrates et aux entrepreneurs québécois, explique Simon Tremblay-Pepin dès l'introduction, car ceux-ci auraient confondu l'intérêt public et celui de leur classe. On retrouve ici la thèse de la révolution dévoyée ou détournée qui a connu ses beaux jours dès les années 1970. « L'histoire que nous retraçons ici est celle d'une perversion, d'une corruption au sens propre du terme » (p. 24), écrit Tremblay-Pepin. *Dépossession* a le grand mérite de rappeler qu'une communauté nationale, c'est aussi un territoire, un lieu physique, et que s'il est un domaine où l'action politique devrait compter, c'est bien celui-là. Ce faisant, ces chercheurs nous invitent, de manière clairvoyante, à redonner au politique toute la place qu'il doit occuper dans ce secteur. Comment? Les propositions sont rares, voire inexis-

tantes. Au fil des pages, on se demande ce que seraient les alternatives du « tout au marché » qui éviteraient l'étatisation mur à mur, ou cette voie mitoyenne qui tiendrait compte à la fois des impératifs du marché et du bien public.

Dans sa conclusion, Tremblay-Pepin critique ces « nationalistes conservateurs », qui se tromperaient de cible. « Ainsi ramène-t-on le sentiment d'insatisfaction et d'impuissance qui traverse toute la population à des questions nationales détournées, alors qu'il est autrement plus convaincant de l'expliquer par le caractère inachevé de la transformation sociale » (p. 273). Au lieu de se centrer sur des enjeux culturels, de se concentrer sur une question comme l'immigration, ces nationalistes conservateurs feraient mieux de se pencher sur le « rôle joué par les puissants » (p. 273). On pourrait rétorquer qu'il s'agit là d'enjeux distincts et complémentaires. On peut dénoncer le gouvernement des juges, critiquer le multiculturalisme d'État, déplorer la fragmentation des sociétés hypermodernes et souhaiter la reconquête politique des ressources du territoire. Les ennemis du principe de la souveraineté des États ne se trouvent pas seulement chez les libertariens. Leurs meilleurs alliés ne se retrouvent-ils pas chez une certaine gauche contre-culturelle qui conteste ce qui fonde une communauté politique? Les frontières, l'histoire, la transmission de la culture.

— *Éric Bédard*
Université TÉLUQ

Sean Mills. *Une place au soleil : Haïti, les Haïtiens et le Québec*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2016, 367 p.

Depuis le début des années 1960, les milliers d'Haïtiens et Haïtiennes ayant migré au Québec ont transformé notre société et ont grandement contribué à son développement économique, politique et culturel. Dans son livre *Une place au soleil : Haïti, les Haïtiens et le Québec*, Sean Mills retrace avec brio l'histoire de la migration de cette population et les interconnexions qui se sont développées entre